

Arrondissement de Grasse


**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	22	3

N° de la séance : 05

Objet de la délibération : Direction de
l'Aménagement de l'Espace - Biodiversité
- Département des Alpes-Maritimes -
Convention de participation financière
pour la lutte contre le frelon asiatique

 Original
▪ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2016.089

Date de la convocation :

Le 31/05/2016

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **16 JUIN 2016**

de la réception s/Préfecture
en date du **23 JUIN 2016**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services


Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 06 juin 2016

L'an deux mil seize et le 06 juin à 10h00, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Marc DAUNIS, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, René TRASTOUR

ABSENTS :

Richard THIERY, Claude BERENGER, Joseph VALETTE

Monsieur LUCA,

Depuis quelques années, la protection des insectes pollinisateurs, et particulièrement des abeilles, est l'objet d'une prise de conscience aussi bien internationale que locale.

Dans ce contexte, le Conseil Départemental des Alpes-Maritimes a mis en place un plan apicole départemental durable qui invite les collectivités, les professionnels ainsi que les particuliers à participer à des actions solidaires de bonne conduite afin de sauvegarder ces espèces actuellement affaiblies.

Parmi les causes de mortalité de l'abeille, le frelon asiatique (*Vespa Velutina Nigritorax*) est classé comme danger sanitaire de 2^{ème} catégorie. Depuis son arrivée dans notre département en 2010, sa colonisation a progressé très rapidement.

La CASA, dès l'apparition du frelon asiatique sur son territoire, a pris la mesure de l'impact engendré par la présence de ce nuisible, sur la biodiversité et plus particulièrement sur les abeilles.

Par ailleurs, le frelon peut également représenter un risque potentiel en termes de sécurité publique, sa pique pouvant avoir des effets dramatiques pour les personnes allergiques ou dans le cas de piqûres multiples.

C'est pourquoi, le service environnement a pris en charge cette problématique en assurant une communication auprès des communes et de la population. Une sensibilisation est menée sur ses stands dans le cadre de manifestations communales depuis lors, un flyer et une application pour smartphone sont également en cours de finalisation.

En 2015, le service Environnement a sollicité les communes de son territoire afin que celles-ci définissent un référent frelon, relais entre la population et la CASA afin d'optimiser les actions menées contre ce nuisible.

Le 17 juillet 2015, un plan de lutte contre le frelon asiatique a été engagé par le Département. L'opération ayant connu un vif succès avec plus de 300 nids détruits, le Conseil Départemental souhaite déployer cette action en partenariat avec les collectivités.

Le Conseil Départemental souhaite ainsi formaliser la participation de la CASA au dispositif départemental de lutte contre le frelon asiatique au travers d'une convention de partenariat dont le modèle est joint à la présente délibération.

Elle définit les engagements des partenaires, les principes et les modalités financières et de suivi du plan de lutte. Elle précise également les actions en termes de communication.

Le Département, sur la base d'un marché public et d'un signalement, sollicite les services d'entreprises pour procéder d'une part, à la qualification de l'espèce de frelon et d'autre part, à la destruction du nid. Il transmet le bilan des interventions menées sur le territoire à la CASA en fin de campagne de destruction.

Pour sa part, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis s'engage à promouvoir le partenariat et le dispositif de lutte contre le frelon asiatique et apporter au Département un financement correspondant à 50 % du coût des interventions réalisées sur son territoire, avec un plafond de 25 000 €.

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver le principe d'une participation de la CASA à hauteur de 50 % plafonné à un maximum de 25.000 € pour les dépenses effectuées par le conseil départemental pour la lutte contre le frelon asiatique sur le périmètre communautaire,
- d'approuver la convention de participation financière entre le Conseil Départemental et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué à l'environnement et à la biodiversité à signer ladite convention,
- d'imputer la dépense sur le compte 6188 du budget du service de l'environnement.

**LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE,
A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver le principe d'une participation de la CASA à hauteur de 50 % plafonné à un maximum de 25.000 € pour les dépenses effectuées par le conseil départemental pour la lutte contre le frelon asiatique sur le périmètre communautaire,
- d'approuver la convention de participation financière entre le Conseil Départemental et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué à l'environnement et à la biodiversité à signer ladite convention,
- d'imputer la dépense sur le compte 6188 du budget du service de l'environnement.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 06 juin 2016
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

CONVENTION

Entre le Département des Alpes-Maritimes et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis
relative au partenariat financier dans la lutte contre le frelon asiatique

Entre : *Le Département des Alpes-Maritimes,*

Représenté par le Président du Conseil Départemental, Monsieur Eric CIOTTI, domicilié en cette qualité au centre administratif départemental, 147 boulevard du Mercantour, B.P. n° 3007, 06201 Nice cedex 3, et agissant conformément à la délibération de la commission permanente en date du

d'une part,

Et : *La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (CASA) signataire*

Représentée par Monsieur Lionnel LUCA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis en charge de l'environnement et de la biodiversité, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes - BP. 2205- 06606 ANTIBES, conformément à la délibération du bureau communautaire en date du 06 juin 2016

d'autre part.

PREAMBULE

Depuis quelques années, la protection des insectes pollinisateurs et particulièrement des abeilles est l'objet d'une prise de conscience aussi bien internationale que locale.

Dans ce contexte, le Conseil départemental des Alpes-Maritimes a mis en place un plan apicole départemental durable qui invite les collectivités, les professionnels ainsi que les particuliers à participer à des actions solidaires de bonne conduite afin de sauvegarder ces espèces actuellement affaiblies.

Parmi les causes de mortalité de l'abeille, le frelon asiatique (*Vespa Velutina Nigritorax*) est classé comme danger sanitaire de 2^{ème} catégorie. Depuis son arrivée dans notre département en 2010, sa colonisation a progressé très rapidement.

Le 17 juillet 2015, un plan de lutte contre le frelon asiatique a été engagé par le Département. L'opération ayant connu un vif succès avec plus de 300 nids détruits, le Conseil départemental souhaite déployer cette action en partenariat avec les collectivités.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de formaliser la participation de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis au dispositif départemental de lutte contre le frelon asiatique.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT

Sur la base d'un marché public et d'un signalement, le Département sollicite les services d'entreprises pour procéder d'une part, à la qualification de l'espèce de frelon et d'autre part, à la destruction du nid lorsque la présence de frelons asiatiques est avérée, sur tout le territoire départemental. Il assure la mise en œuvre du marché au moyen de bons de commandes, ainsi que son suivi.

Dans un premier temps, le Département règle directement aux prestataires les factures correspondant à ses interventions, à concurrence d'un montant fixé par les marchés mobilisés sur ce dispositif.

Le Département s'engage à transmettre régulièrement, à l'EPCI, à une fréquence mensuelle et en fin de campagne en octobre, le bilan des interventions menées sur le territoire de la collectivité partenaire et calcule le coût correspondant des prestations commandées dans le cadre du marché.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DU /DES PARTENAIRES

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis s'engage à :

- promouvoir le partenariat et le dispositif de lutte contre le frelon asiatique ;
- apporter au Département un financement correspondant à 50 % du coût des interventions réalisées sur son territoire, avec un plafond de 25 000 €

ARTICLE 4 : MODALITES FINANCIERES

Chaque année à l'issue de la campagne, le Département émettra un titre de recettes à l'encontre de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, correspondant à la participation due pour toutes les interventions sur le territoire de la communauté d'agglomération Sophia Antipolis.

Le Département transmettra à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis lors de l'émission du titre de recette, les justificatifs correspondants, à savoir :

- le duplicata des bons de commande attestant du coût total des opérations ;
- le duplicata des rapports de destruction dûment complétés par le prestataire, datés et signés par celui-ci et par les bénéficiaires,
- les photos attestant des destructions des nids.

ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION

La durée de validité de la présente convention est d'une année. Sa date de prise d'effet correspond à celle du démarrage de la campagne de lutte contre le frelon asiatique menée par le Département, et ne pourra être en aucun cas être antérieure à la date de signature de la présente convention. La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis sera informée de la date d'effet par un courrier ou un mail des services du Conseil départemental.

Elle pourra être renouvelée par reconduction expresse pour des périodes identiques, tant que le Département assurera la campagne de lutte contre le frelon asiatique. La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis en sera expressément informée

En cas de non renouvellement de la convention, et afin de permettre la présentation des justificatifs nécessaires à l'établissement du titre de recettes, la convention est valable jusqu'au 30 juin de l'année suivante.

ARTICLE 6 : MODIFICATIONS

Toute modification significative de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant, notamment en cas d'accroissement du nombre d'interventions qui nécessiterait un dépassement du plafond indiqué à l'article 3.

ARTICLE 7 : ACTION DE COMMUNICATION

Le Département et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis s'engagent à promouvoir l'action conjointe des collectivités, à afficher leurs logos respectifs, à mentionner et à valoriser systématiquement la participation des deux institutions dans toutes leurs actions de promotion et de communication autour des opérations de destruction des nids de frelons asiatiques.

ARTICLE 8 : RESILIATION DE LA CONVENTION

Cette convention peut être résiliée après mise en demeure préalable par l'une ou l'autre des parties pour manquement ou inexécution des obligations contractuelles et en cas de résiliation du marché.

Cette mise en demeure effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception, fixe le délai de préavis de résiliation qui ne pourra être inférieur à huit jours.

Le montant du titre de recettes qui sera émis dans le cadre d'une résiliation, correspondra à 50 % de la somme totale de l'ensemble des bons de commande, datés jusqu'au jour de la résiliation. Le bilan en fera état.

ARTICLE 9 : REGLEMENT DES LITIGES

A défaut d'accord amiable, les contestations qui s'élèveront entre les parties au sujet de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention seront portées devant le Tribunal administratif de Nice.

Fait à Nice, en 3 exemplaires originaux, le

Mention manuscrite « Lu et approuvé »

Le Vice-Président de la Communauté
d'Agglomération Sophia Antipolis en charge de
l'environnement et de la biodiversité,

Le Président du Conseil Départemental
des Alpes-Maritimes,

Lionnel LUCA

Eric CIOTTI

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 06/06/2016
Numéro : BC.2016.089
Nature : DE - Deliberations
Objet : Biodiversité - Département des Alpes-Maritimes -
Convention de participation financière pour la lutte contre
le frelon asiatique
Matière : 8.8 - Environnement
Interlocuteur
Nom : CHALIER Vanessa

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 110937118
Référence envoi : IDF2016-06-23T09-26-11.00
Envoyé le : 23/06/2016
à (TU) : 07h26:28

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 23/06/2016
Identifiant : 006-240600585-20160606-AOI_6130-DE

Acte reçu

Date : 06/06/2016
Numéro interne : AOI_6130
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 8
Objet : Biodiversité - Département des Alpes-Maritimes - Convention de participation financière pour la lutte
contre le frelon asiatique
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20160606-AOI_6130-DE-1-1_1.pdf

Annexes

Nombre : 1
006-240600585-20160606-AOI_6130-DE-1-1_2.pdf